

accroissement de la consommation, de la demande globale, donc de la production, ce qui accroît une nouvelle fois le revenu. (1 pt)

3- Les classiques et les keynésiens s'accordent pour ce qui est de l'offre monétaire, mais pas pour ce qui relève de la fonction de demande de monnaie. Pourquoi ? (1,5 pt)

Tant dans la théorie classique de la monnaie que dans la théorie keynésienne, l'offre monétaire est considérée comme une donnée exogène car déterminée par la banque centrale. (0,5 pt)

La demande de monnaie dans la théorie classique est liée au motif de transaction, c'est une fonction croissante du revenu ( $Y$ ). Dans la théorie keynésienne, la demande de monnaie ( $M^d$ ) est composée de la demande de monnaie transactionnelle ( $M^t$ ) et la demande de monnaie spéculative ( $M^s$ ). La demande de monnaie ( $M^t$ ) pour motif de transaction  $L_1(Y)$  est une fonction croissante du revenu  $Y$ , et la demande de monnaie ( $M^s$ ) pour motif de spéculation  $L_2(i)$  est une fonction décroissante du taux d'intérêt  $i$ . (1pt)

4-L'économie keynésienne est une économie de la demande fondée sur l'interventionnisme, parmi les actions de l'État dans la relance économique, certaines passent par la consommation, d'autres par l'investissement. Expliquer. (6 pts)

**NB: la réponse doit présenter une structure de synthèse. Les contenus présentés sans structure ni enchaînements sont corrigés selon un barème spécial.**

Répondre de façon structurée selon un enchaînement mettant en avant un ensemble d'idées. (2pt)

1<sup>ère</sup> idée : la relance de l'économie par la demande au cœur de l'économie keynésienne notamment dans le cadre de la crise de surproduction des années trente. (1pt)

2<sup>ème</sup> idée : le rôle de l'Etat dans l'économie keynésienne en tant qu'acteur de la relance économique à travers la dépense publique. (1pt)

3<sup>ème</sup> idée : la relance par la consommation notamment par l'augmentation des revenus (transferts, politique des salaires) (1 pt)

4<sup>ème</sup> idée : la relance par l'investissement par un ensemble d'actions :

- la dépense publique d'investissement (infrastructures, constructions résidentielles...),
- les politiques de soutien à l'investissement productif par la subvention de l'entrepreneuriat, et par les politiques fiscales de baisse des taux d'imposition ou d'exonération fiscale,
- la politique monétaire de bonification ou baisse des taux d'intérêts, visant à réduire les coûts de l'emprunt pour le financement de l'investissement. (1 Pts)